

# **Document : la proclamation du FFS**

La résistance du peuple algérien au coup de force constitutionnel a acculé le régime à découvrir son véritable visage. Les tenants du pouvoir ont recouru aux méthodes coloniales de corruption et de menaces les plus basses et les plus odieuses afin de bâillonner et de truquer la volonté populaire. Le masque est tombé. La légende du zaïm, du militant suprême, du super-khalife a crevé comme un ballon de baudruche. Par son abstention, encore plus massive, le peuple algérien a dit, le 15 septembre, un NON net et vigoureux au despotisme oriental et à ses instruments néofascistes.

Les deux mascarades électorales ont clarifié la situation politique et fait apparaître l'opposition d'un homme assoiffé de pouvoir aux traditions révolutionnaires et démocratiques de notre peuple, d'une minorité d'usurpateurs à la majorité des citoyens, d'un clan à la nation, d'un groupe d'inconditionnels à l'ensemble des militants, pour qui la construction du socialisme est inséparable du respect de la personne humaine, de la liberté et de l'adhésion consciente. Le potentat règne malgré le peuple et contre le peuple, et déjà en violation flagrante de la pseudo-Constitution. La torture sévit dans les locaux de la PRG, de la gendarmerie et de la sécurité militaire. La pseudo-Constitution rejoint les serments de carrefours, les promesses de coulisses et les innombrables engagements solennels pris et trahis par Ben Bella.

### **Militants ! Militantes ! Peuple algérien !**

Le comité central du FFS s'est réuni pendant cinq jours, sans désespérer, afin d'examiner la situation engendrée par les coups de force perpétrés contre la légitimité populaire le 8 et le 15 septembre, et pour dégager un programme de résistance aux complots du gouvernement contre la révolution et l'unité de notre peuple. Considérant que par contre et fait édifiant, la pègre antisociale, née de la corruption et de pratiques de basse police, entretenues par le système colonial, constitue, malgré la révolution, une caste consacrée dans les institutions et les hautes charges de ce régime néofasciste. Considérant que le régime néo-fasciste est la négation tout à la fois de la révolution, de l'unité nationale et de l'État souverain au service des citoyens et sous leur contrôle. Considérant que le deuxième gouvernement Ben Bella, par sa composition et ses structures, encore plus totalitaires et par sa politique démagogique, est un dispositif de guerre contre le peuple et ses meilleurs militants. Considérant que la politique de répression qui s'est déjà manifestée par l'arrestation de centaines de militants, s'est aggravée au lendemain de l'escroquerie électorale par l'instauration d'un véritable climat de terreur et d'arbitraire.

### **Considérant que par :**

La désignation unilatérale d'une Assemblée nationale constituante à sa dévotion. Le sabotage et la mise au pas du mouvement syndical ouvrier, étudiant et toutes les organisations nationales. Le coup de force constitutionnel et le trucage électoral. Le pouvoir a fermé la porte à toute possibilité de dialogue. Le Comité central du FFS déclare ce pouvoir illégal. Il décide : De mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour arrêter net ce processus de fascisation. De mettre fin au pouvoir dictatorial, et au régime personnel qui tente de s'imposer à notre pays. Ordonne à ses militants d'engager, à partir de ce jour, le combat décisif, dans la discipline et le strict respect des directives. Le 29 septembre 1963.